



## « Une telle indifférence »

### La présence communiste dans les entreprises belges de l'après-guerre (1945-1948)

Par **Adrian Thomas**

Cet article synthétise les conclusions d'un mémoire du même nom, réalisé dans le cadre d'un master en histoire (ULg) présenté en 2015, consultable en ligne en cliquant sur ce lien :

[« Une telle indifférence ». La présence communiste dans les entreprises belges de l'après-guerre \(1945-1948\)](#)

LE 23 MAI 1948, Edgar Lalmand, n° 1 du Parti communiste de Belgique (PCB), soupire, affligé, à son Comité central désorienté : « *Dans l'histoire de notre Parti, même aux jours les plus sombres, les militants du Parti communiste n'ont jamais manifesté à l'égard du mouvement syndical une telle indifférence* »<sup>1</sup>. Trois semaines plus tôt, la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) réunie en congrès s'était résolue à démettre tous les permanents syndicaux communistes des instances dirigeantes du syndicat. Ce mouvement, enclenché depuis plusieurs mois, se généralise en province : presque tous les syndicalistes membres du Parti communiste perdent leur(s) mandat(s) dans l'année 1948. Cette FGTB, que les communistes avaient cofondée à peine trois ans plus tôt en obligeant les socialistes à les rejoindre par fusion de leurs dissidences, s'était retournée contre eux. Retour à la situation *antebellum*, où le PC était perçu par presque tous comme un paria de la classe ouvrière, un parti de l'étranger qu'il fallait absolument tenir à distance. Pourtant, rien n'était joué durant ces années méconnues d'immédiat après-guerre où jamais des révolutionnaires n'eurent autant d'influence en Belgique.

#### L'éclaircie après l'Occupation... et avant la Guerre froide

La courte période suivant la Libération (septembre 1944) jusqu'à l'engagement définitif dans la Guerre froide (été 1947) constitue un intervalle propre à lui-même, une charnière entre deux mondes. L'énorme implication communiste dans la victoire antinazie bouleverse les rapports de forces mondiaux et soulève une grande sympathie envers l'Union soviétique et les Partis communistes (PC) de chaque pays. Leur stratégie à l'Ouest est dès lors de capitaliser cet attrait en recrutant dans tous les milieux, avec succès. Cette tactique d'ouverture, incluant alliance avec les socialistes et participation ministérielle, se comprend par la peur bleue de Staline d'un conflit (atomique) avec les Anglo-Saxons : une coexistence pacifique devait retarder la Guerre froide, du moins jusqu'à la reconstruction de l'URSS. La priorité communiste est donc d'éviter l'isolement<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> CArCoB, CC/23, rapport de Lalmand, 23 mai 1948, p. 16.

<sup>2</sup> Cf. e.a. Geoffrey Roberts, *Les guerres de Staline. De la Guerre mondiale à la Guerre froide (1939-1953)*, Paris, Éd. Delga, 2014.

## Le Parti communiste au sommet de sa gloire, à commencer dans les entreprises

Conforme à cette stratégie et à l'image de ses mentors français et italien<sup>3</sup>, le PCB devient, à la sortie de la guerre, un grand parti, multipliant par huit son nombre de membres (passant de 10 000 en 1944 à 87 000 en 1945). Présent dans toute la Belgique ouvrière, des Marolles aux docks d'Anvers, il tire néanmoins sa force dans la Wallonie industrielle d'où proviennent quinze de ses vingt-trois députés élus en février 1946<sup>4</sup>. Tout le long du sillon Sambre-et-Meuse, les ouvriers des charbonnages, de la sidérurgie, de la métallurgie et de la pierre plébiscitent leurs collègues résistants des Comités de lutte syndicale (CLS), engagés dans le combat antinazi dès août 1940. Priorité du PC, cette résistance dans les entreprises avait réussi à prendre clandestinement la place laissée vacante par les syndicats traditionnels, désorganisés ou en exil<sup>5</sup>. Une fois sortis de l'ombre, ces CLS, devenus Syndicats uniques (SU), consolident une présence nationale dans tous secteurs professionnels, confirmant leur suprématie dans les mines et leur prépondérance chez les traminois, cheminots et carriers ainsi que dans les services publics. Bandant leurs muscles au maximum, les SU se présentent comme l'avant-garde de l'unité syndicale rêvée en fondant, en janvier 1945, la Confédération belge des Syndicats uniques (CBSU), qui groupe jusqu'à 165 000 travailleurs. En parallèle, le PC revendique 407 cellules d'entreprises (février 1946), contre quelques dizaines avant-guerre, en plus des 905 sections communales ou de quartiers<sup>6</sup>.

Le tableau suivant donne la situation de l'organisation du Parti à fin octobre 1945.

Tableau des	Nombre de sect.	Nombre d'entrepr. où le Parti est organisé actuellement
ATH-TOURNAI	5.623	73
BRUXELLES	11.640	48
BORINAGE	10.184	57
BRABANT WALLON	4.317	51
CHARLEROI	10.455	48
HUY-WAREMME	3.622	76
LIEGE	14.309	70
LUXEMBOURG	3.234	54
MOUSCRON	1.321	7
NAMUR	6.192	32
O-A	2.084	24
SOIGNIES	4.500	35
THUDINIE	4.740	44
VERVIERS	3.788	29
	85 009	698
ANVERS	3.493	29
Alost	1.571	25
ARDENNES FLAM.	648	13
BRUGES-OSTENDE	1.116	17
COURTRAI	2.690	29
GAND	3.111	14
LIMBOURG	1.489	26
LOUVAIN	861	15
MALINES	1.079	22
TERMONDE	1.496	15
	16 553	207
<b>TOTAUX</b>	<b>101.562</b>	<b>905</b>

**En 1946, le PCB déclare 407 cellules d'entreprise : 349 du côté francophone et 58 du côté néerlandophone.**

« Tableau donnant la situation de l'organisation du Parti à la fin d'octobre 1945 », PCB, VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de Belgique, Bruxelles, 2-6 février 1946, p. 34.

## La fondation de la FGTB, forcée par les communistes

La création de la FGTB en mars 1945 n'est pas, au départ, la reprise du vieux syndicat d'avant-guerre sous domination socialiste, l'ex-Commission Syndicale, devenue en 1937 la Confédération générale du Travail de Belgique (CGTB). Les syndicats sont alors divisés entre chrétiens, communistes, renardistes<sup>7</sup> et socialistes. Ils durent se rencontrer dix-neuf fois entre octobre 1944 et mars 1945 avant d'aboutir à la fusion (exceptée de la CSC, en pleine réorganisation interne). Pourquoi d'aussi longues négociations ? Les socialistes refusaient d'accepter les communistes à des postes de direction au sein du nouveau grand syndicat. Leur veto a été levé lorsque le MSU de Renard (Mouvement syndical unifié) et le SGSP (Syndicat général des Services publics, future CGSP) ont accepté de fusionner avec la CBSU, massant ensemble 275 000 syndiqués, sans la CGTB et ses 248 000 affiliés (la moitié de ses effectifs *antebellum*). L'accord a fait hurler des pans de l'appareil de la CGTB, dépités d'abandonner des prérogatives, montrant bien que les socialistes ont dû reculer en signant cette unité syndicale incontrôlable. Dans le même temps, le PCB utilisa sa participation gouvernementale pour presser les socialistes de reconnaître la fusion. Cette victoire tactique des communistes prend tout son sens en

<sup>3</sup> Le PCF et PCI connaissent une croissance considérable, engrangeant respectivement un million et près de deux millions d'adhérents en 1945, soit une multiplication par trois pour le PCF et par 30 (!) pour le PCI. Ce triomphe, fruit de leur rôle crucial dans la Résistance, s'explique par l'orientation légaliste des deux partis, qui pensent alors prendre rapidement le pouvoir grâce à un système parlementaire renouvelé et la mobilisation des classes populaires qu'ils organisent via leur syndicat, mouvement de jeunesse, associations thématiques, ...

<sup>4</sup> Les résultats des élections communales de novembre 1946 renforcent cette tendance : 692 conseillers communaux parmi les 800 du PCB sont wallons, tout comme dix-sept des dix-huit bourgmestres et 117 des 128 échevins.

<sup>5</sup> Cf. José Gotovitch, *Du rouge au tricolore : les communistes belges de 1939 à 1944 : un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Éd. Labor, 1992.

<sup>6</sup> Le PC, comme le PS et bien d'autres partis, organisent alors leurs membres de deux manières : dans une branche liée à leur lieu de domicile (cellule de quartier/communale) ou bien dans leur entreprise. Cette dernière option, bien plus risquée vis-à-vis des relations avec l'employeur, fonctionne bien souvent dans le plus grand secret. Elle vise à renforcer la lutte des classes directement sur le lieu de travail de ses adhérents. Bert Van Hoorick, *In tegenstroom, herinneringen 1919-1956*, Bruxelles, Ed. Maserelfonds, 1983, p.209.

<sup>7</sup> André Renard (1911-1962), métallurgiste liégeois, avait développé, en plus de sa dissidence (*Mouvement syndical unifié*, MSU) une doctrine originale et radicale, reposant sur les traditions anarchosindicalistes de l'action directe, de l'autogestion et surtout de l'indépendance syndicale. Cf. Pierre Tilly, *André Renard*, Bruxelles, Éd. Le Cri, 2005.

mesurant qu'alors bannis avant-guerre du syndicat socialiste, ils s'installent résolument au sein des nouvelles structures dirigeantes de la FGTB : deux des six sièges du Secrétariat national<sup>8</sup> et cinq des seize du Bureau national leur revinrent. Ils prirent en plus la tête de la CGSP et des régionales du Centre, du Borinage et surtout de Bruxelles. Le communiste Jules Black devient secrétaire de la Centrale des métallurgistes (CMB), se retrouvant bien souvent à traiter directement en tête à tête avec Renard. Ces nouvelles responsabilités, syndicales et politiques, officialisaient un rapport nouveau entre la classe ouvrière belge et le PCB.

Cette stratégie victorieuse de l'unité montre néanmoins plusieurs faiblesses qui s'aggraveront rapidement. La plus inquiétante est que la FGTB ait été créée à partir du haut. Certains communistes<sup>9</sup> se rendirent compte après coup que la base des syndiqués, très majoritairement unitaires, a été sous-estimée : des élections auraient consolidé et légitimé la victoire des ex-CLS. Mais les autres syndicats les auraient-ils acceptées ? De plus, le PCB se révèle vite être un colosse aux pieds d'argile, incapable d'organiser la masse de ses nouveaux partisans : il lui manquait cruellement de cadres intermédiaires (comme tous les PC de cette époque).

Devenu troisième formation du pays, le PCB choisit comme priorité sa propre construction, au détriment de ses acquis syndicaux, obligeant ses syndicalistes les plus expérimentés (Julien Lahaut, Joseph Leemans, Georges Van den Boom, Louis Neuray, René Noël) à assumer des mandats publics ou à ériger de nouvelles sections dans tous les milieux. Théo Dejace est laissé seul à la direction de la tendance communiste officielle de la FGTB. Enfin, concernant la série de leaders anarchosyndicalistes en rupture avec les socialistes, le PC n'arriva ni à recruter, à part Avaux<sup>10</sup>, ni à trouver un terrain d'entente, ce qui aurait permis d'atténuer l'hégémonie socialiste, voire de s'emparer de la direction du syndicat, comme ses homologues italiens et français l'avaient réussi dans le même temps (cf. Louis Saillant à la CGT). Même si les désaccords étaient nets entre eux, il serait possible de parler de « rendez-vous manqués », à commencer avec Renard. Par manque de confiance réciproque, de mauvaises expériences datant d'avant-guerre et d'intérêts personnels (liés à leur position dans l'appareil syndical), ces dirigeants et le PC en restèrent souvent à des jeux de dupes, ce dont les socialistes profiteront aisément.

### L'impossible adaptation (1946-1947)

Après la stratégie gagnante de l'unité qui aboutit à la fusion, les syndicalistes communistes tentent l'accommodement avec leurs alliés, ce qui s'avéra inefficace. Ils essayèrent pendant trois ans de jouer franc-jeu dans cette nouvelle organisation, honorant honnêtement les tâches de leur mandat syndical mais se privant surtout d'intervenir dans les nombreux conflits sociaux de ces années d'après-guerre. Ce choix, guidé par l'intention vaine de convaincre de leur loyauté leurs alliés au gouvernement et au syndicat, laissera un boulevard à André Renard qui profitera de son « indépendance » pour se positionner comme plus radical que le PCB.



Une de l'hebdomadaire Unité syndicale : organe de la confédération belge des syndicats uniques rendant compte du congrès de constitution de la CBSU, les 27, 28 et 29 janvier 1945. Coll. Amsab-Institut d'Histoire Sociale.

<sup>8</sup> Théo Dejace (1906-1989), enseignant liégeois, sera secrétaire national de la FGTB jusqu'en janvier 1948, tandis que l'Anversois Felix VandenBergh (1905- ?) en sera débarqué dès décembre 1945. Le premier adhère au PC en 1940 après avoir longtemps milité dans un petit syndicat communiste (Lalmand, futur dirigeant du parti, l'avait qualifié de « bolchévik hors parti »). Figure importante de la résistance syndicale communiste, il est coopté au Bureau politique du PC lors de la fondation de la CBSU en 1945. Dejace comme VandenBergh sont députés durant leur mandat syndical, permettant à Renard de les accuser de ne pas respecter le principe de l'indépendance syndicale.

<sup>9</sup> Dont Théo Dejace lui-même. CARCoB, CC/03, intervention de Dejace, 14 mai 1945, p. 2-3.  
<sup>10</sup> Jules Avaux (1906-1966), ouvrier verrier, a été sans doute la meilleure prise syndicale du PC : secrétaire du syndicat des employés de Charleroi (1933), c'est l'un des rares communistes (adhésion en 1939) à avoir une expérience d'un appareil syndical. À la tête de la régionale bruxelloise de la FGTB, l'une des plus importantes du pays, il sera déçu de son engagement communiste et abandonnera ses responsabilités du jour au lendemain en décembre 1948, livrant sa centrale aux socialistes (peut-être contre de l'argent, selon une source du PCB).

À la FGTB, la situation post-fusion n'était pas brillante pour les communistes. D'une part, excepté à la CGSP et à la CMB où le jeu restait ouvert entre frères rivaux, les autres centrales de la FGTB sont rapidement remises sous tutelle socialiste malgré un rapport de force partagé. Par exemple, à la Centrale Générale, les ex-CBSU n'obtiennent que cinq des vingt-huit sièges de son Comité national alors que leurs cotisants rassemblaient au moment de la fusion un tiers des affiliés. D'autre part, les ex-CGTB refusent la fusion dans les centrales et régionales où les communistes sont majoritaires : il faudra ainsi dix ans pour que les mineurs et les carriers retrouvent un syndicat uni<sup>11</sup>. Les sections d'Alost et de Verviers de la Centrale du textile, bastions communistes de longue date, sont isolées. Ailleurs, le dialogue est souvent impossible. La fusion de la FGTB par le haut démontre ses limites.



**Théo Dejae présentant ses rapports à la conférence nationale des CLS à la Maison des Tramwaymen, le 1<sup>er</sup> octobre 1944.**  
Coll. IHOES.

Marginalisés et souvent livrés à eux-mêmes sans que les rares cadres du PC ne purent les aider efficacement, les syndicalistes communistes étaient peu à peu neutralisés :

- par la « mise en quarantaine » sur le terrain que leur imposaient leurs rivaux dominants. Les vieux routiers sociaux-démocrates les noyaient sous la paperasse syndicale, les reléguant à des tâches techniques sans contact avec les masses ;
- par leur dénuement personnel : la situation socioéconomique d'après-guerre n'était guère aisée, beaucoup de militants ouvriers retournent tout simplement à l'anonymat dans l'usine, abandonnant bien souvent tout activisme ;
- par leur inexpérience générale : leur incompétence se remarque par leur silence quant aux commissions paritaires. La tête du PC elle-même surprend par son désintérêt de la machine « concertation sociale », alors renforcée par le Pacte social de 1944<sup>12</sup>.
- et aussi par les déceptions de toutes sortes. La mélancolie est une donnée difficile à quantifier, mais il est à remarquer que de nombreux militants doivent alors gérer le contrecoup de quatre années de clandestinité ou de détention, se traduisant dans des attitudes gauches, impatientes, lasses. Certains sont terriblement surmenés, d'autres, comme les dockers d'Anvers, vivent mal les nombreuses concessions faites par le PC depuis la Libération<sup>13</sup>. Un nombre croissant vit ces revers comme des échecs personnels, que le PCB traite avec froideur alors que le PSB offrait aux éprouvés un bien meilleur accueil. Beaucoup de ces militants deviendront ainsi socialistes. Par ailleurs, le style de travail discipliné, voire militaire, des communistes, hérité de la clandestinité, passe mal une fois la légalité revenue, irritant bon nombre d'entre eux.

De même, les deux secrétaires nationaux communistes de la FGTB sont vite mis au pas. D'un côté, Théo Dejae se fait retirer après sept mois la rédaction de la revue francophone de la FGTB (rare gain d'influence entre ses mains). Renard et les socialistes l'accusent de l'instrumenter au profit de son parti : il est vrai que Dejae avait fait une série d'impru-

<sup>11</sup> La fusion n'est pas qu'idéologique : en représentant suffisamment de travailleurs, le syndicat peut offrir un service de chômage, essentiel pour pérenniser son activité, dont seront privés les SU des mines et de la pierre. Le temps travaillait donc pour les socialistes qui récupéraient leurs anciens affiliés. Les communistes semblaient négliger cette donnée car nulle part dans les archives il n'est fait mention de ce handicap.

<sup>12</sup> Le 28 décembre 1944 un arrêté-loi pris en urgence consacre l'introduction obligatoire de cotisations pour ouvriers et employeurs dans le cadre des assurances maladie et chômage. C'est un fait marquant de la Sécurité sociale telle que nous connaissons toujours aujourd'hui, instaurant en l'Etat le garant de l'organisation de la solidarité entre les divers agents de la production, contre les effets des inégalités sociales. Sont également acquis la semaine des 40 heures dans l'industrie lourde et la confirmation d'une semaine de congés payés. C'est aussi une renaissance de la concertation sociale : le Pacte fait reconnaître aux patrons les délégations syndicales au sein des entreprises et aux syndicats le principe de propriété privée des moyens de production ainsi que l'autorité du patron dans sa société. Cf. Guy Vanthemsche, *La sécurité sociale : les origines du système belge – le présent face à son passé*, Bruxelles, Éd. De Boeck Université, 1994.

<sup>13</sup> Hésitant en 1944, le PCB a d'abord rêvé d'une révolution, avec la promotion en août d'un « Soulèvement national », vite dépassé par l'arrivée américaine. Il a par la suite organisé le 28 novembre une grande mais infructueuse manifestation contre le désarmement de la résistance, se soldant par une fusillade Rue de la Loi. Réalisant tout le crédit que cette ligne aventuriste lui avait fait perdre aux yeux des Belges qui se souciaient surtout que les nazis ne soient toujours pas vaincus (à raison: le 16 décembre commençait l'offensive des Ardennes), le PC tenta de se « normaliser ». Le vrai tournant s'opère le 17 mai 1945 lorsque Lalmand accepte « le lourd sacrifice » de ne pas démissionner du gouvernement à la suite du coup de force du Premier ministre socialiste contre des grèves de mineurs. Le PC s'appliqua alors en vain à démontrer son sens des responsabilités dans les ministères qui lui étaient confiés.

dences tactiques sidérantes dans la presse du PC<sup>14</sup>. De l'autre côté, Félix VandenBerghe est complètement en roue libre, se sentant lui-même la cinquième roue du carrosse<sup>15</sup>. Pire, le duo communiste Dejace / VandenBerghe n'existait pas... simplement parce qu'aucun des deux ne parlait la langue de l'autre : aucun effort, technique et politique, n'a été fait pour y remédier, signe net de l'amateurisme ou du peu d'intérêt que portait le PC envers ses syndicalistes. Tous les efforts de la direction du parti étaient tournés sur la réalisation d'un Front populaire<sup>16</sup>, patriotique et antiréactionnaire, qui ne viendra jamais.

Pour consolider les acquis<sup>17</sup> et pallier la disparation progressive de la CBSU et des SU au fil des fusions (que les communistes encouragent puisqu'elles signifient l'intégration de communistes dans l'appareil syndical), Dejace crée en 1946 un courant organisé au sein de la FGTB pour continuer à diriger les poissons syndicaux communistes, la Commission du Mouvement ouvrier (CMO). Les cellules d'entreprises du parti s'endorment alors consciemment pour relayer cette structure secrète, composée d'une trentaine de dirigeants syndicaux du PC (sans ouvrier dans son quatuor de direction). Cependant, la CMO constitue après un an de tentative d'organisation un véritable échec, démontrant l'insuffisance de l'équipe de Dejace. Elle finit par se diviser régionalement, diluant de facto son effet.

### Le clash de 1948 et le retour à la marginalité

Exaspéré d'avaler des coulevres sans obtenir des compensations significatives, le PCB finit par quitter le gouvernement en mars 1947, avant que ses homologues français et italien n'en fassent de même dans leur pays respectifs (en mai) et avant l'annonce du Plan Marshall (en juin). Le parti change alors profondément sa stratégie, se radicalisant à mesure que son retour aux affaires s'avère impossible et que l'escalade de la Guerre froide atteint un point de non-retour. Partout sur la défensive, les communistes s'enferment sur leurs acquis et se préparent au pire : les relations Est-Ouest se tendent et personne ne sait de quoi demain sera fait. Ce passage d'un extrême à l'autre en termes de stratégie amplifie le phénomène des militants « qui ne comprennent rien à la ligne du parti »<sup>18</sup>. Trop brutal pour convaincre et entraîner de nouveaux partisans, ce virage à 180° du PC constitue un signe net de la méconnaissance profonde du terrain par la direction communiste. 220 cellules d'entreprise du parti se réveillent en mai<sup>19</sup>. Toutefois, les syndicalistes du PC sont reclus et en perte de vitesse dans leurs meilleurs bastions (mines et pierre) face à André Renard qui se profile comme le héraut du prolétariat (wallon) combatif. Le PCB les lance néanmoins, entre l'été 1947 et l'hiver 1948, dans une fuite en avant de grèves successivement ratées, dans le but vain de relancer l'offensive sociale :

- Les dockers d'Anvers (juillet 1947), menés par l'*Aktiecomité* minoritaire, font quinze jours de grève avant que l'UBOT (Union Belge des Ouvriers du Transport) majoritaire n'organise un vote fructueux en faveur de la reprise.
- Les mineurs borains (août 1947) : les régionales FGTB du Borinage et du Centre, dirigées par des communistes, lancent un mouvement de grève, sans parvenir à obtenir le soutien des CGSP et CMB locaux, ne bloquant que la moitié des charbonnages durant 24 heures.
- Les métallos liégeois (septembre 1947), à l'instigation de la délégation communiste d'Ougrée-Marihaye (Cockerill), 15 000 d'entre eux entrent en grève. Tentant de faire durer le mouvement, le PCB exige du communiste René Bernimolin, délégué principal de la FN d'Herstal, de mettre l'usine en grève dans la précipitation. Le désastre est complet: non seulement les ouvriers ne sont pas prévenus à temps, mobilisant peu de grévistes, mais surtout le syndicaliste communiste est renvoyé de la CMB par Renard avant d'être licencié par l'entreprise, brisant l'implantation locale du PCB.
- La « grève des 200 000 » clôture la Bérézina en février 1948. Les syndicalistes communistes tentent d'unifier sans mot d'ordre commun des dizaines de milliers de mineurs, frontaliers, travailleurs de Gazelco (gaz et électricité), facteurs, traminots et métallos en grève. La tension se cristallise à Bruxelles et à la CGSP, où il devient évident que les meneurs des grèves poursuivaient d'abord des buts politiques, si bien que les communistes locaux ont été complètement discrédités dans leurs propres bastions : la porte était dès lors ouverte pour faire tomber la régionale FGTB de Bruxelles, communiste.

<sup>14</sup> Allant jusqu'à y dévoiler la stratégie syndicale communiste (*Liberté*, éditions du 20 février et 20 juillet 1946 ; AMSAB, FGTB, Bureaux des 13 novembre 1945 et 6 août 1946).

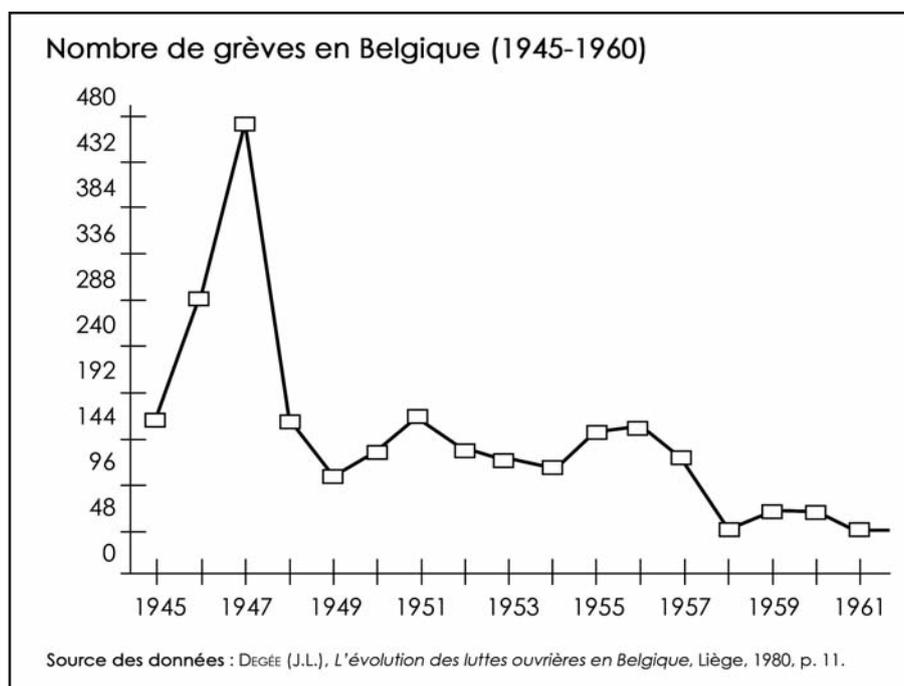
<sup>15</sup> CArCoB, CC/03, 14 mai 1945.

<sup>16</sup> Le terme n'est pas anodin : la Libération est alors considérée par la gauche comme l'aboutissement de tous les combats unitaires depuis 1934 (même si le Front populaire en tant que tel n'a jamais été une réalité en Belgique).

<sup>17</sup> Ou plutôt résister à la contre-attaque socialiste : le deuxième Congrès de la FGTB en décembre 1945 débarqua VandenBergh du Secrétariat (en plus d'humilier Dejace, non-élu repêché) et deux des élus ex-CBSU du Bureau national. Le PCB s'en indifférait, préparant activement les élections législatives de février 1946.

<sup>18</sup> IHOES, Fonds Dejace, farde 'Correspondance ; CMO-PC', rapport de la commission d'entreprise, 7 décembre 1946.

<sup>19</sup> Cette division par deux du chiffre initial une année plus tôt se comprend déjà par la décreue considérable que vit le PC, se vidant de dizaines de milliers de membres. L'hémorragie ne s'arrêtera qu'en 1961.



Choqués par ces échecs et coups de force à répétition, des dizaines de syndicalistes communistes décident de passer renardistes ou socialistes, devenant parfois les pires ennemis de leurs anciens camarades (Valkeners, Campion, Bayard, Lambion, Degeer...), en révélant les noms et manœuvres des « moscoutaires »<sup>20</sup>. D'autres, pourtant toujours au parti, préfèrent s'abstenir de toute action pour prémunir leur crédit syndical, ne recueillant que mépris et critiques du PCB.

Entre-temps, le PC demanda en janvier 1948 à Dejace de quitter le secrétariat de la FGTB au profit de son mandat de député, le pensant de toute façon neutralisé par ses pairs. Il s'agit là d'une « *bévue fantastique* »<sup>21</sup>, selon l'expression d'un communiste herstalien : d'abord l'explication de la presse communiste a fait penser que sa relève appartenait au PC<sup>22</sup>, et non à la FGTB, mais en plus sa démission aida objectivement les socialistes à se débarrasser localement des anciens CLS au cours des mois qui suivirent.

Cette politique syndicale aventuriste est vaincue de manière décisive au congrès de fin février de la FGTB. Au lendemain du coup de Prague<sup>23</sup> relayé à foison par la presse, les syndicalistes anticommunistes n'ont aucun mal à faire voter la fin de mandat des « unitaires » du Secrétariat et du Bureau national de la FGTB. Pendant que Renard marchandait son soutien aux socialistes et que centrales et régionales expulsaient leurs mandataires communistes, une « conférence des unitaires » se tient en mars pour décider de ne pas créer un syndicat rouge. Le PCB forme alors des comités d'*Action ouvrière unitaire* (AOU) pour influencer sur la ligne syndicale: cette démarche ne fera qu'approfondir les erreurs, avec plus de sectarisme.

Le PCB avait clairement surestimé ses forces. Pensant sincèrement parvenir à renverser par la lutte sociale le Premier ministre Spaak, il n'avait pas protégé ses arrières de façon à se replier en bon ordre en cas de défaite. C'est en cela qu'il s'agit d'une véritable fuite en avant. Ayant joué et perdu leur va-tout, les communistes adoptent une posture de bête traquée qui s'accroît toujours plus, se réfugiant dans l'exutoire de la défense inconditionnelle de l'URSS, la citadelle assiégée par les « valets » des Américains sous toutes leurs formes, à commencer par leurs amis d'hier. Le PC redevint le parti de l'étranger. Par la suite, ni la grève insurrectionnelle de 1950, ni même le martyr de Julien Lahaut ne lui profiteront. Coupé de sa base ouvrière et syndicale, il perdit ses alliés naturels et dépérit inéluctablement. La Guerre froide, mère du dogmatisme, brisera les espoirs de regagner avec le temps la confiance perdue de ses anciens sympathisants.

<sup>20</sup> Par exemple, les preuves que les membres du PC se réunissaient pour préparer la grève.

<sup>21</sup> INEM, Docu-Marx (éd.), interview de Jean Derkenne, 1<sup>er</sup> juin 1993, [DVD], n°409, Bruxelles.

<sup>22</sup> « Celui de nos camarades, qui le [Dejace] remplacera au Secrétariat de la FGTB, aura pour mission de continuer la politique unitaire qui est la nôtre ». *Le Drapeau rouge*, édition du lundi 19 janvier 1948, p. 1.

<sup>23</sup> La Tchécoslovaquie, alors dirigée démocratiquement par le PCT, voit de grandes mobilisations en sa capitale provoquer les partis dits bourgeois. Une bataille d'influence leur fait accepter une orientation du pays nettement plus soviétophile. La psychose enfla suite à la mort suspecte de deux dirigeants non-communistes.

## Conclusion : le défi manqué d'une époque impitoyable

En faisant les comptes, il faut relativiser : dans les derniers mois avant le congrès FGTB de février 1948, la marginalisation du PCB ne fut jamais réellement le résultat de son propre fait, sinon d'une certaine naïveté. La vie « normale » reprit vite le fil de l'Entre-deux-guerres où elle l'avait laissée, grâce au puissant système de pilierisation du système sociopolitique belge<sup>24</sup> que ne connaissaient ni la France, ni l'Italie et, à la différence du PCF et PCI, le PCB n'a pas réussi à installer de contre-culture d'organisations de masse capables de résister à l'ostracisme de la manichéenne Guerre froide. De plus, la classe ouvrière belge resta fidèle aux socialistes, que les communistes avaient profondément sous-estimés dans leur capacité à rebondir en toute circonstance. Le PCB n'avait pas les reins assez solides pour éviter de revenir au statut de poucet politique : sans vraie cohésion dans sa direction, ni large appareil de presse<sup>25</sup>, ni cadres qualifiés et en nombre, ni soutien suffisamment populaire, il n'a pas pu assurer un encadrement efficace de ses nouvelles conquêtes.

Durant la guerre, la pratique des structures dirigeantes du PCB était changeante, souvent improvisée, tout comme la chaîne de commandement militaire, ce qui n'aida pas les nouveaux cadres à apprendre à diriger d'eux-mêmes. En ce sens, l'équipe de Dejace était de bonne qualité, très politique, mais objectivement incapable de rivaliser stratégiquement avec les poids lourds socialistes (Joseph Bondas, Louis Major, Paul Finet) et surtout André Renard. Celui-ci a en revanche brillé par un génie tactique à Liège : c'est lui qui tire le mieux ses marrons du feu de l'instabilité sociale des années zéro<sup>26</sup>, plus que n'importe qui d'autre, grâce à son omniprésence à la direction des grèves qui fusent de partout à cette époque. Il fixe l'agenda socioéconomique dès 1946, alternant régulièrement les alliances. Le rapport de force avantageux qu'il crée vis-à-vis du PSB s'accompagne également de la formation idéologique d'une génération de syndicalistes via sa presse (*Volonté*, puis *La Wallonie*) qui lui permet d'imposer constamment ses thèmes favoris (réformes de structure, régionalisme) à l'ordre du jour de la gauche. Ce sont là des leçons que la faucille communiste n'a pas pris en compte suffisamment, coincée entre l'enclume socialiste et son propre marteau révolutionnaire que lui avait subtilisé Renard.

Par contre, l'influence communiste omniprésente a obligé les partenaires sociaux traditionnels à complexifier leurs pratiques et relations pour ne laisser aucune place aux gêneurs. Les syndicats et leurs mutualités ont pu se professionnaliser comme organisme payeur (avec le paiement des allocations de chômage et le remboursement des frais médicaux), ce qui n'avait pourtant aucune nécessité technique, leur permettant d'occuper une position cruciale dans la société belge. Nous sommes directement héritiers de cette sécurité sociale. Le climat social et politique agité de l'après-guerre explique comment elle a été acquise de haute lutte, sans jamais promettre d'être éternelle.

Alors que le bilan des CLS avait été extraordinairement positif pour le PCB, celui-ci a semblé le boudier : entre 1945 et 1948, le syndicalisme n'a quasi jamais été sa préoccupation première. D'abord affairé à ses responsabilités ministérielles, puis aux questions de la paix liée à la Guerre froide, le PC se rectifiera mal et trop tard. Ce sont là des erreurs impardonnables pour une époque impitoyable<sup>27</sup> et qui seront corrigées, du moins en partie, lors des grèves de 1960-1961, sans obtenir toutefois de renaissance pérenne.

Cette page importante mais méconnue de notre histoire sociopolitique nous pousse à nous interroger sur l'abnégation et la grande capacité de milliers de militants à conscientiser, mobiliser et organiser via leurs formations, partis comme syndicats, des couches énormes des classes populaires pour obtenir des droits supplémentaires vers une vie plus juste et plus supportable. Il est observable qu'à aucun moment cette organisation ne fut facile et que les contradictions entre militants étaient (très) rudes. Mais il paraît clair que ce mouvement a permis de réelles avancées vers une démocratie économique et sociale plus équilibrée.

<sup>24</sup> Les « piliers » (libéral, chrétien, socialiste) organisent depuis le XIX<sup>e</sup> siècle une grande majorité des Belges via leur syndicat, leur mutuelle, leur parti, leurs associations diverses et variées...

<sup>25</sup> Le tirage à quelques milliers d'exemplaires du quotidien *Le Drapeau rouge* et de ses revues thématiques et locales n'a jamais atteint, toute proportion gardée, la cheville de celles de *L'Humanité* ou de *L'Unita*.

<sup>26</sup> Les « années zéro » désignent les années d'immédiat après-guerre.

<sup>27</sup> La forte surveillance et même répression que subit le PCB (et qui contribua à son sectarisme) à cette époque ne sont pas mentionnés dans cet article. Se référer au récent E. Gerard (éd.), W. De Ridder, F. Muller, *Qui A Tué Julien Lahaut? Les Ombres De La Guerre froide en Belgique*, Bruxelles, Ed. Renaissance du Livre, 2015 et au point 4.1. du chapitre IV de notre mémoire.

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

CBSU : Confédération belge des Syndicats uniques  
 CGTB : Confédération générale du Travail de Belgique  
 CLS : Comités de lutte syndicale  
 CMB : Centrale des métallurgistes de Belgique  
 CMO : Commission du Mouvement ouvrier  
 FGTB : Fédération Générale du Travail de Belgique  
 MSU : Mouvement syndical unifié  
 PCB : Parti communiste de Belgique  
 SGSP : Syndicat général des Services publics  
 SU : Syndicats uniques  
 UBOT : Union belge des ouvriers du Transport

## PISTES BIBLIOGRAPHIQUES

- CONWAY Martin, *Les chagrins de la Belgique : libération et reconstruction politique 1944-1947*, Bruxelles, Éditions du CRISP, 2015.
- GOTOVITCH José, *Du communisme et des communistes en Belgique. Approches critiques*, Bruxelles, Aden, 2012.
- HEMMERIJCKX Rik, *Van Verzet tot koude oorlog : 1940-1949. Machtsstrijd om het ABVV*, Bruxelles, VUB-Press, 2003.
- THOMAS Adrian, « Une telle indifférence ». *La présence communiste dans les entreprises belges de l'après-guerre (1945-1948)*, mémoire présenté en vue de l'obtention du master en Histoire, ULg, 2014-2015.

*Le Parti communiste lutte pour la nationalisation des banques, des mines et de l'électricité*, [s.l.], Éditions populaires, 1946.  
 Coll. IHOES.



## Pour citer cet article

Adrian Thomas, « “Une telle indifférence”. La présence communiste dans les entreprises belges de l'après-guerre (1945-1948) », *Analyse de l'IHOES*, n° 155, 7 avril 2016, [En ligne] [http://www.ihoes.be/PDF/IHOES\\_Analyse155.pdf](http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse155.pdf).